

CHANGEMENT CLIMATIQUE : QUE FAIRE



Gérard Fuchs

27/02/2014

À l'approche de la Conférence de Paris (COP21) en 2015, Gérard Fuchs s'intéresse à la question du réchauffement climatique, véritable menace pour l'avenir de la planète et plaide pour la mise en place d'un nouveau modèle de développement qui remettrait l'humain et la politique au centre.

Synthèse

Restreindre les émissions des gaz à effet de serre

Une politique volontariste d'économies d'énergie

Pour que la restriction des émissions de gaz à effet de serre (GES) devienne une priorité, il est nécessaire d'introduire une politique d'économies d'énergie où les efforts dans le domaine de l'habitat, du transport et de l'industrie seraient renforcés.

Le développement des énergies renouvelables

Présentant à la fois des avantages et des inconvénients, les énergies renouvelables (l'hydraulique, le solaire, les biocarburants, l'éolien) doivent être étudiées et se développer, ce qui ne permet pas sur le court terme de réduire le recours au nucléaire.

La préservation et le développement des puits de carbone

Lutter contre la déforestation, prendre en considération la capacité d'absorption des océans, dresser le bilan des pratiques agricoles et étudier le stockage des GES demeurent les éléments principaux dans la régulation du volume des GES.

Lutter contre la pauvreté et les inégalités

De nouvelles voies pour le développement

Les pays du Sud ne doivent pas emprunter la même voie que les pays du Nord. Développer les technologies liées aux énergies nouvelles et en permettre l'accès à tous sont par conséquent indispensables.

Accroître les transferts financiers vers les pays pauvres

La réduction des GES entraîne un coût important. C'est pourquoi il faut aider les pays pauvres à travers l'aide publique au développement mais aussi la distribution de quotas de « droits à polluer » par pays.

Réduire les inégalités internes aux pays

Une aide doit être fournie aux citoyens pour faciliter l'application des politiques environnementales. La réduction des inégalités provoquerait également une baisse de la natalité qui diminuerait ainsi la pression exercée sur l'environnement.

Des politiques volontaristes d'incitation et de réglementation

Des objectifs

Pour stabiliser les températures, un niveau maximum d'émission de GES par habitant dans chaque pays devrait être fixé. Les pays les plus développés prendraient des engagements de baisse, les pays en développement de limitation. La signature d'un Protocole de Kyoto universalisé à la COP 21 serait l'objectif à atteindre.

Des moyens

Des normes nationales, européennes et mondiales pénaliseraient le cas échéant les Etats et les entreprises. Sur le principe pollueur-payeur, ces pénalités doivent avoir un réel effet dissuasif afin d'empêcher les scandales environnementaux.

Des recettes nouvelles

Créer un impôt nouveau sous la forme d'une taxe sur les émissions de GES constituerait un signal fort. Dans ces conditions, seule la mise en place d'un autre modèle de développement permettrait la réduction des émissions des GES.